



Le Laboratoire de Recherche En Compétitivité Economique et
Performance Managériale (LARCEPEM)
Affilié au Centre Interdisciplinaire de Recherche en Performance
et Compétitivité (CIRPEC)
De l'Université Mohammed V Rabat
Organise une conférence débat sur le thème :

Croissance et inégalités au Maroc :
Déconstruction et construction d'un modèle

Présentation de la conférence

Jeudi 29 Mars 2018 à 14h00
A l'Amphi siège de la FSJES Souissi
UMV - Rabat

Croissance et Inégalités au Maroc : Déconstruction et Construction d'un Modèle

Rabat le 29 Mars 2018

La poursuite de la croissance économique est considérée comme l'objectif central de la politique économique de tous les pays. Elle constituerait une obligation et une politique indispensable à la satisfaction des principaux besoins de la société.

Dans le monde économique qui nous régit, économistes, statisticiens et gestionnaires mettent au point des indicateurs économiques pour assister les dirigeants, leur permettre de vérifier si les résultats de leurs décisions sont conformes à leurs prévisions et les aider ainsi à faire de meilleurs choix pour l'avenir. L'indicateur économique le plus usité, le niveau de croissance du Produit intérieur brut (PIB), constitue en quelque sorte la boussole de notre savoir et modèle économique orientant le pôle Nord de nos politiques. Pendant fort longtemps les hommes se sont orientés vers ce pôle, la croissance, convaincus qu'elle leur apporterait le bien-être, voire « le plus grand bonheur pour le plus grand nombre », selon une formule consacrée.

Au Maroc, la production de biens et de services ayant augmenté constamment depuis l'indépendance, hormis les parenthèses des périodes de sécheresse et crises majeurs, et le sort du plus grand nombre apparaissait en amélioration permanente. Ce phénomène s'est poursuivi jusqu'au moment où a été atteint un point de basculement, marquant un découplage entre la croissance économique et l'amélioration du bien-être social. Il y a eu un retournement de situation au-delà duquel la poursuite de la croissance s'est faite au détriment du progrès social ; une sorte d'inversion de pôles qu'on pourrait situer son début au Maroc avec l'apparition des effets du programme d'ajustement structurel (PAS) dans la dernière moitié des années 80 du XXème siècle.

Depuis cette inversion des pôles, la boussole de la croissance, au lieu de nous guider vers le bien-être, nous entraînerait vers une zone de risques. On peut évoquer ce phénomène en parlant des limites de la croissance et ses effets néfastes qui se seraient ainsi mis à l'emporter sur ses effets bénéfiques. Outre les accidents industriels, les catastrophes écologiques, la biodiversité apparaissant en net recul et le volume des gaz à effet de serre dans l'atmosphère semblant avoir dépassé les limites biologiquement tolérables, les inégalités sociales étant devenues légions au point que la prospérité profite à un nombre de plus en plus restreint de personnes.

Ce constat est devenu, certes, mondial, mais il est sans appel chez nous : Le Maroc est le pays de l'Afrique du Nord le moins bien loti en termes d'égalités. C'est l'une des conclusions alarmantes présentées par le rapport d'Oxfam sur les inégalités dans le monde en 2017. Selon cette ONG qui retrace l'évolution des indices de Gini dans le monde, la situation du royaume est encore plus grave que celle de la Tunisie, de l'Algérie ou de l'Égypte, et ce malgré les timides avancées réalisées en la matière.

En effet, même si la situation globale des Marocains s'est améliorée au cours des dernières années avec un taux de pauvreté passé de 15,3% en 2001 à 4% en 2016 et une dépense annuelle moyenne qui s'est bonifiée de 5.000 dirhams par personne, l'augmentation des richesses semble bénéficier principalement à un petit nombre de personnes. Selon le rapport, les trois milliardaires marocains les plus riches détiennent à

eux seuls 44 milliards de dirhams. Leur richesse est telle que la croissance de leur fortune en une année représente autant que la consommation de 375.000 de leurs concitoyens les plus pauvres sur la même période. Une accumulation de richesses pour un petit nombre qui contraste avec le reste des habitants qui ont un niveau de vie inférieur à 966 dirhams par mois.

Déjà importantes, ces disparités se creusent davantage entre les territoires. La pauvreté absolue reste très prégnante en milieu rural, avec près de 10% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté alors qu'elle a changé de nature en milieu urbain.

Mais les inégalités ne sont pas uniquement économiques et peuvent prendre des formes très diverses allant des écarts de salaires et de patrimoines aux disparités dans l'accès à l'éducation et aux soins en passant par les inégalités de genre avec toujours les mêmes conséquences graves : accroissement de la pauvreté, précarisation et marginalisation, dont les femmes sont les premières à souffrir.

Une situation devenue intenable pour les Marocain(e)s et ces chiffres brûlants devraient alimenter le débat sur la capacité des pouvoirs publics à garantir l'égalité des chances et des opportunités à l'ensemble des citoyens. Ces observations font également écho au son de cloche lancé aux chercheurs et universitaires pour étudier, élucider et penser la problématique d'un nouveau modèle de croissance et de développement pour la résorption de nos inégalités, plus particulièrement dans sa dimension sociale, territoriale et économique.

Le présent colloque ambitionne de lever des coins de voile sur cette question lancinante pour l'équilibre et la stabilité du pays. Ainsi, la concrétisation des objectifs de ce colloque passe par des interventions complémentaires et interdépendantes s'inscrivant dans les axes suivants :

PROGRAMME

13h45 – 14h00	Accueil des participants
14h00 – 18h00	Allocution d'ouverture : Pr Omar Hniche Directeur du CIRPEC Modérateur : Pr Hicham Sadok Axe I : Fondements et théories de la politique de croissance Pr Mohammed Khariss Axe II : Croissance et répartition au Maroc, éléments d'un débat... Pr Abdelaghafour Achoual Axe III : Les inégalités sociales au Maroc : état des lieux et défis Pr Lalla Fatima-Zohra Alami Talbi et Pr Abdellatif Bouazza Axe IV : Equité fiscale et justice sociale au Maroc Pr Amine Zine Axe V : Vers un nouveau modèle de développement pour le Maroc : une analyse en termes d'effets de seuil Pr Atman Dkhissi Discussion – débat

RESUME DES INTERVENTIONS

Axe I: « Fondements et théories de la politique de croissance ». Par Mohammed Khariss

Résumé: La croissance économique est toujours considérée comme le principal objectif de toute politique économique. Elle est déterminée par l'évolution annuelle du PIB .Elle est ainsi le résultat de l'évolution de la valeur ajoutée des activités économiques formelles des différents agents économiques. La croissance est cyclique; elle varie en fonction de l'importance et la dynamique du système productif et en fonction de la conjoncture nationale et internationale. Théoriquement, les effets de la croissance sont multiples. Il s'agit notamment de la création des emplois et de la richesse. A terme, une croissance durable doit déboucher sur le développement socio-économique et de ce fait l'amélioration de la situation socio-économique de la population. L'objectif de cette intervention est de susciter le débat autour du phénomène de la croissance, de ses déterminants et des limites des instruments statistiques utilisés et de ses contraintes.

Axe II: « Croissance et répartition au Maroc, éléments d'un débat.... ». Par Abdelaghafour Achoual

Résumé : La question des inégalités économiques et sociales, ainsi que ses différents effets sur la croissance et le développement retient de plus en plus l'attention, non seulement des chercheurs mais aussi de l'opinion publique un peu partout dans le monde. C'est ainsi que jusqu'à une date relativement récente, bon nombre d'auteurs et de responsables politiques croyaient que l'inégalité de distribution des revenus et patrimoines, était une condition, plus ou moins nécessaire, au démarrage du processus de développement, et qu'elle aurait tendance à se réduire plus ou moins spontanément avec la poursuite du processus. Cette vision trouvait sa justification à la fois dans des arguments théoriques et des faits historiques(S.Kuznets). Or ,et à la lumière des données statistiques récentes sur l'état de la répartition dans le monde, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour stigmatiser cette situation et montrer qu'elles sont, dans une certaine mesure, non seulement des obstacles à la croissance économique , mais aussi des facteurs potentiels de crises et d'instabilités sociales et politiques. Tenter de porter un éclairage sur cette question, à la lumière de la réalité Marocaine, est une opération plus ou moins périlleuse, compte tenu, non seulement de l'opacité des données, quand elles existent, mais aussi des concepts et des outils de mesure adoptés. Cette intervention sera l'occasion de s'interroger sur les possibilités et les limites de l'intervention publique en matière de politique de redistribution quant à ses effets sur la réduction des inégalités et le renforcement de la cohésion sociale.

Axe III : « Les inégalités sociales au Maroc : état des lieux et défis ». Par Lalla Fatima-Zohra Alami Talbi

Résumé : Les inégalités socio-économiques suscitent l'intérêt de tous les décideurs politiques du monde, en particulier le Maroc suite aux revendications sociales de la population de plusieurs régions, dont El Hoceima et Jerada. Elles pointent du doigt le découplage entre la croissance économique et le bien être de la population.

Ainsi, cette intervention présente, dans un premier temps, la perception des inégalités socio-économiques et régionales de la population marocaine, et dans un deuxième temps, la confrontation de la subjectivité de perception des inégalités à l'objectivité des chiffres issus du recoupement de plusieurs études et enquêtes de sources variées afin de déboucher sur un diagnostic authentique résultant du modèle actuel du développement. Enfin, l'état des lieux des inégalités permet de se positionner par rapport aux objectifs du développement durable (ODD) de 2030.

Axe III : « Les inégalités sociales au Maroc : état des lieux et défis ». Par Abdellatif Bouzza

Résumé : Face au creusement des inégalités, une part de la population, notamment les plus démunis, se trouve exclue du processus de développement, et crée des menaces qui pèsent sur la cohésion sociale et la paix dans notre pays. D'emblée, des inégalités persistantes dans un contexte où la mobilité socio- économique est moins prononcée, conduisent au délitement des valeurs sociales et à la fragmentation des formes de solidarité, et créent, à l'échelle individuelle, un sentiment de frustration chez les personnes qui subissent ou perçoivent ces inégalités. C'est dire que la réalité des inégalités est révélatrice du degré de soutenabilité du modèle social en vigueur. Quelle est alors, l'ampleur des inégalités sociales au Maroc ? Quelles en sont les causes fondamentales ? Et quels sont leurs effets à moyen et long termes aussi bien sur le bien-être individuel et collectif ?

Axe IV: « Equité fiscale et justice sociale au Maroc ». Par Amine Zine

Résumé: L'équité et la justice du système fiscal constituent un levier fondamental de la stabilité économique, politique et sociale. Cette problématique a été au cœur du dispositif des différentes lois de finances votées par les parlementaires. Et pourtant, force est de constater que le Maroc est le pays d'Afrique du Nord le moins bien loti en termes d'égalités. En témoigne le recours de plus en plus par l'administration fiscale à un système de prélèvement à la source avec des taux forfaitaires qui empêche les contribuables de produire des déclarations qui reflètent réellement leur situation fiscale; l'impossibilité pour ces derniers d'imputer leurs pertes et leurs moins values issus de catégories de revenus ou de profits différents est injuste; l'inexistence de conventions fiscales internationales avec plusieurs pays qui font courir au contribuable le risque de double imposition. Par ailleurs le poids important du secteur informel dans notre économie ainsi que la multiplicité d'exonérations fiscales en faveur de plusieurs professions et secteurs d'activités font que l'impôt n'est payé que par une partie des contribuables marocains. La présente intervention s'attellera à jeter les bases conceptuelles d'un modèle d'équilibrage dans la structure des recettes fiscales garantissant une équité fiscale et justice social au Maroc.

Axe V : « Vers un nouveau modèle de développement pour le Maroc : une analyse en termes d'effets de seuil ». Par Atman Dkhissi

Résumé : Les politiques macroéconomiques et sociales au Maroc souffrent d'un ensemble d'insuffisances. Elles révèlent aujourd'hui leur incapacité à réaliser un « équilibre-haut ». Le cadre d'analyse de la stabilité macroéconomique est remis en question et son diagnostic fait état d'effets négatifs qui l'emportent sur les avantages. Les institutions et les règles mises en place pour gérer la politique monétaire et encadrer les manèges budgétaires apparaissent inappropriés pour créer les conditions d'une croissance forte et pérenne. Sur le plan budgétaire, le respect de la règle des 3% engendre des problèmes qui lui sont propres. La réduction des déficits publics en période de mauvaise conjoncture ne peut être un indice d'efficacité de la politique économique. C'est une règle arbitraire et contreproductive qui limite toute action de répartition des ressources et de redistribution pour atténuer l'aggravation des inégalités sociales. Aussi l'action du gouvernement est-elle réduite à une gestion comptable centrée sur le solde des finances publiques. Pour nourrir cette réflexion, nous mobilisons, lors de cette intervention, un modèle économétrique qui permet de déterminer les seuils de déficit budgétaire et d'endettement public à partir desquels la croissance économique réagit différemment à la politique budgétaire.